

la presse, la liberté d'association, la liberté électorale, la liberté de la tribune sont restées entières.

Et vous ne le niez pas ; et personne ne le niera. — Pour le nier, il faudrait supposer ou que l'opinion ne croit pas à l'iniquité prétendue : ce qui contredit l'hypothèse ; — ou qu'elle ne sait pas exécuter ses propres volontés, ce qui n'est pas admissible sous le suffrage universel.

Ce sont donc ces libertés qu'il faut protéger avant tout, par dessus tout : car elles sont la garantie de tout.

C'est pour assurer l'exercice de ces libertés à tous, majorité et minorités, que l'État est, suivant votre expression, *magistrat*, magistrat de police suprême.

Mais quant au domaine économique, comment l'en exclueriez-vous ? Comment feriez-vous pour que son droit incontestable de répartir, de percevoir et de dépenser l'impôt n'influât pas sur la richesse publique ? Pour qu'il n'en résultât pas, au profit ou au détriment de quelques éléments un accroissement ou une diminution de force reproductive ?

Évidemment, l'État en usant de ce droit, en remplissant ce devoir, n'est nullement *socialiste* dans le sens mauvais du mot. Il fait purement et simplement son métier de gouvernement.

A force de crier contre le *socialisme*, nous arriverions à nier le gouvernement même.

Ne tombons pas dans ces abus de mots. Le gouvernement de la majorité a le droit, le droit illimité de régir tous les intérêts, pourvu qu'il respecte les libertés naturelles, qui sont les organes de la vitalité sociale, encore plus que la garantie de l'individu. Pourvu qu'il laisse ces libertés produire librement la pensée nationale ; — quoi qu'il fasse après discussion, il ne fera rien d'illégitime ; il ne fera même, soyez en sûr, rien d'inique ni de nuisible.

Toutes les règles arbitraires que vous pourriez imposer à sa gestion, seraient autant de causes de trouble, d'agitation, de conflit. C'est là que je place, moi, la doctrine du *laissez faire*, et non pas où vous la mettez : dans le petit carré réservé de l'économie politique.

Le *socialisme* du gouvernement n'aura rien de redoutable, s'il res-